

AVANT-PROPOS

ANTOINE MÉRIEUX* ET JEAN-MARIE THIVEAUD**

En ce tournant de siècle, l'horizon de l'économie mondiale paraît un peu se dégager. Après les orages des deux dernières années, et la crise sans doute la plus grave depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, 1999 aura été l'année d'une spectaculaire éclaircie.

Depuis la dévaluation du baht thaïlandais en juin 1997, jusqu'à celle du réal brésilien en janvier 1999, la crise perdurait et s'étendait d'un pays à l'autre. Brusquement, après l'été, l'orage semble passé et le Fonds monétaire international (FMI) vient de réviser très significativement ses prévisions de croissance mondiale pour 1999, qui devrait atteindre 3 %. Pendant ces deux années, l'Amérique, grâce à sa croissance surprenante, aura joué le rôle de locomotive de l'économie mondiale. Aujourd'hui, avec l'aide des économies asiatiques qui se relèvent plus rapidement que prévu, l'Europe paraît en mesure de la relayer partiellement dans ce rôle, s'appuyant sur le succès incontestable qu'a représenté, en début d'année, la mise en place de l'euro.

Au seuil du nouveau millénaire, le bilan de l'économie mondiale est encore contrasté, comme le rappelait le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn,

dans un discours présenté devant la dernière assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale : « un monde dans lequel l'espérance de vie a progressé davantage en quarante ans que dans les 4 000 années précédentes, un monde où la révolution des communications permet à tous d'avoir accès au savoir, un monde où une mentalité démocratique a ouvert beaucoup de nouveaux horizons, où 5,7 milliards d'individus vivent dans une économie de marché contre 2,9 milliards il y a 20 ans ».

Mais un monde aussi où le « revenu par habitant va plafonner ou reculer cette année dans toutes les régions, hormis l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud. Dans le monde en développement, 100 millions de pauvres de plus qu'il y a dix ans. Dans au moins 10 pays d'Afrique, le fléau du sida a réduit l'espérance de vie de 17 ans... Un monde aussi où 1,8 million d'individus meurent pour cause de pollution de l'air dans les habitations... ».

Les défis sont ainsi considérables. Face à la crise et ses énormes coûts humains, face aux multiples problèmes que pose la mondialisation de l'économie, la communauté internationale peine à s'organiser. Dans

* Délégué général de l'Association d'économie financière.

** Conseiller du président de l'Association d'économie financière. Conseiller scientifique, Cabinet du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

un nouveau climat de coopération entre les grands pays du monde, les institutions non gouvernementales et les institutions internationales, des avancées ont cependant pu être réalisées en 1999 dans deux domaines où l'urgence était patente : la stabilité financière mondiale et la lutte contre la pauvreté.

Pour remédier à l'instabilité chronique de la sphère financière, les éléments d'une « nouvelle architecture » du système monétaire et financier international commencent à s'esquisser :

- des progrès ont pu être réalisés dans la mise en œuvre de règles du jeu, pour parvenir à une plus grande transparence des opérations des gouvernements nationaux, du secteur privé et des institutions financières internationales. Des normes spéciales de diffusion des données significatives de la situation financière des pays (par exemple, les réserves de change) et des codes de bonne conduite en matière de transparence, ont été adoptés par de nombreux pays. Il reste à les mettre en application ; ces principes simples devraient permettre d'améliorer la surveillance et le traitement des crises par le FMI, et de contribuer à la confiance des investisseurs ;

- des progrès plus lents ont été réalisés dans le domaine du contrôle du secteur financier et de la prévention des crises. L'amélioration effective du contrôle et de la réglementation des systèmes bancaires nationaux, notamment grâce à des mesures dissuasives contre la corruption et le blanchiment des capitaux, est une œuvre de longue haleine ; elle reste cependant indispensable pour réduire la vulnérabilité qu'ont manifestée les pays émergents à la dernière crise financière.

L'année 1999 a cependant vu un pas important, dans le sens d'une plus grande coopération des institutions financières internationales et des autorités de contrôle du secteur financier, avec la mise en place d'un Forum sur la stabilité financière, embryon d'un observatoire du risque systé-

mique, qui a engagé des travaux approfondis sur trois grands thèmes : les conséquences des opérations des fonds spéculatifs, les centres *offshore* et les flux de capitaux à court terme.

Face à l'instabilité de la sphère financière, de nombreux points de vue coexistent. Ils s'inspirent, dans des proportions variables, de deux analyses fondamentalement différentes du rôle des marchés.

Selon la première analyse, les crises sont liées au fait que les règles des marchés financiers ne sont pas respectées. Les mécanismes de régulation et la discipline de marché qu'ils requièrent sont entravés par l'absence de transparence et les garanties implicites données aux opérateurs par les Etats ou les organisations internationales.

Selon la deuxième analyse, les marchés financiers sont intrinsèquement soumis à une instabilité endémique et le FMI doit être prêt à combattre les risques systémiques, notamment ceux qui proviennent des pays émergents.

Comme en témoignent les débats au sein des pays industrialisés, la communauté internationale hésite encore entre ces deux interprétations qui impliquent deux conceptions très différentes du rôle du FMI : le rôle du FMI doit-il se borner à promouvoir la transparence, à être le gardien des règles du marché, ou doit-il assurer, selon la deuxième interprétation, un rôle de prêteur en dernier ressort ?

A la veille de l'an 2000, la communauté internationale se prépare à lancer à Seattle une nouvelle phase de négociations commerciales, la négociation du millénaire, qui devrait marquer un pas supplémentaire dans la mondialisation de l'économie. Une mondialisation directement inspirée par le modèle libéral, qui porte en germe de nouveaux déséquilibres entre pays riches et pays pauvres. Face à ces nouveaux risques, la nécessité d'une régulation plus active de l'ordre international, et la nécessité d'une nouvelle solidarité

entre pays développés et pays en développement, fait difficilement son chemin. Un premier pas vient cependant d'être réalisé avec l'engagement pris à Cologne en juin 1999 en faveur d'une action forte contre la pauvreté dans le monde. Les moyens d'interventions du FMI ont été adaptés grâce à la création d'un nouvel instrument financier, la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance. De plus, des moyens très importants ont été réunis pour lancer la nouvelle initiative en faveur des Pays pauvres très endettés (PPTE). Celle-ci devrait permettre, en l'an 2000, grâce aux contributions de 91 pays, dont 58 en développement, et à la mobilisation des ressources du FMI et de la Banque mondiale, de libérer les pays les plus pauvres du monde de la charge d'une dette insoutenable.

Cet effort de la communauté internationale, dans la lutte contre la pauvreté, s'accompagne d'un nouvel accent mis sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la criminalité financière. Une des retombées importantes de la crise aura été d'accélérer la prise de conscience du lien étroit existant entre les aspects macro-économiques et financiers des crises et les dimensions sociales, culturelles, éthiques, comme on le voit encore aujourd'hui dans le cas de la crise russe.

Enfin, l'objectif fixé, qui est de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015, devra s'accompagner d'une action très volontariste en faveur de l'environnement, soumis à très forte pression avec le passage de la population mondiale de 6 à 8 milliards au cours des quinze prochaines années.

Cette sixième édition du *Rapport moral sur l'argent dans le monde* se présente sous une forme légèrement différente des éditions précédentes :

- en premier lieu, le format a été modifié pour permettre une utilisation et une diffusion plus commode de l'ouvrage ;
- en second lieu, une présentation thé-

matique a été retenue, ce qui permet de concentrer les contributions sur trois grands thèmes reflétant l'actualité, après la revue habituelle des débats sur le système financier international.

La première partie introductive présentera une série d'analyses sur l'actualité macroéconomique des dix-huit derniers mois, en montrant comment une large partie des dysfonctionnements des marchés et du système financier international peuvent être reliés à des défauts de transparence, à des insuffisances de contrôle et de gouvernance qui plaident en faveur de comportements plus éthiques, de codes de « bonne conduite » de la part des acteurs économiques et des gouvernants. Cette première partie abordera aussi, sans doute trop succinctement, avec la question de la réduction de la dette, le problème de la solidarité entre les pays - de plus en plus - riches et les pays laissés pour compte de la croissance mondiale.

Les trois autres parties reprendront trois grands enjeux de société sur lesquels des progrès importants ou des prises de conscience sont apparus au cours de la période récente. C'est d'abord le thème des comportements individuels et collectifs qui sera abordé, avec la question de la lutte internationale contre la corruption, et notamment, l'accord récent conclu sous l'égide de l'OCDE et ses prolongements. Même si beaucoup reste à faire, cet accord rompt heureusement avec le fatalisme, voire la complicité passive auxquels s'étaient laissés aller trop longtemps nombre d'Etats, dans le souci de promouvoir leurs exportations. Ce sursaut vient aussi de la prise de conscience que la corruption ne se cantonne pas aisément, et que les manquements à l'éthique financière, dans les relations internationales, ont des effets contaminants dans les pays et les systèmes financiers qui en sont les promoteurs ou les facilitateurs.

Le rapport abordera ensuite le thème de l'entreprise avec la question de l'actionna-

riat salarié, brusquement surgi dans le débat politique français au cours des derniers mois. S'agit-il d'une fausse piste ou, au contraire, comme beaucoup le croient, même en Amérique, d'une mutation vers une forme plus populaire de capitalisme, bien adapté à l'entreprise de la « nouvelle ère économique » ? Dans cette nouvelle société, orientée vers la production de services, la productivité et donc la création de valeur sont tout autant liées à la mobilisation de son capital humain, de son expertise immatérielle, qu'à la meilleure utilisation de son capital financier. L'actionnariat salarié ne peut-il ainsi contribuer à réduire la portée du vieux débat sur la vocation de l'entreprise, et le partage de la valeur créée entre actionnaires et salariés (*shareholders et stakeholders*) ?

Avec la dernière partie sur le développement durable, c'est la dimension du temps dans la sphère financière, et notre responsabilité vis-à-vis des générations futures qui seront évoquées. Même si la myopie des marchés et leur « court termisme » sont parfois exagérés, l'introduction d'éléments non directement quantifiables dans les choix économiques comme l'épuisement des ressources naturelles, l'environnement, la solidarité entre générations renvoie à une logique différente, à un nouveau cadre de référence qui redonne un espace au choix politique. Le développement durable n'est cependant pas toujours vécu

comme une contrainte par les entreprises. En l'intégrant explicitement dans leurs stratégies, certaines firmes peuvent ainsi profiter de la création de nouveaux produits ou services, et bénéficier de gains non négligeables en termes d'image.

Le Rapport moral sur l'argent dans le monde a été réalisé par l'Association d'économie financière, avec le soutien de la Caisse des dépôts et consignations. Il a été supervisé par un comité de pilotage, animé par Antoine Mérieux et Jean-Marie Thiveaud, et composé de Bernard Cochemé, Alice Pezard, Thierry Sessin, Charles-Henri Taufflieb et Yves Ullmo.

Jean-Marie Thiveaud et l'équipe de l'AEF ont assuré les relectures des épreuves avec l'aide précieuse d'Isabelle Daragon, direction de la communication du groupe Caisse des dépôts.

La recherche documentaire pour les principaux événements a été effectuée par Françoise Coscuella et Valérie Lepri, avec le concours d'Agnès Grussi et Isabelle Triaud.

La maquette a été conçue par l'imprimerie du Lion.

Enfin, cet ouvrage n'aurait pu être réalisé sans la contribution bénévole de près de quarante auteurs, auxquels nous adressons, au nom de l'AEF, nos plus vifs remerciements.